

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

GUINÉE C'est contraint et forcé que le chef de l'État a dû nommer un nouveau Premier ministre. Mais rien ne garantit qu'il s'effacera pour autant.



Le médiateur Ibrahim Babangida (à g.) avec les leaders syndicaux Rabiadou Serah Diallo et Ibrahim Fofana, le 25 février, à Conakry.

Cohabitation à Conakry

Cheikh Yérin Seck

Lansana Conté a donc cédé. La détermination des syndicats et l'entregent de l'envoyé spécial de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont fini par venir à bout de l'obstination du chef de l'État guinéen. Ibrahim Badamasi Babangida n'a ménagé aucun effort pour obtenir que ce dernier nomme un vrai « Premier ministre de consensus », le 26 février. La partie semblait pourtant perdue le 2 février, quand Conté refuse de recevoir Babangida et le président de la Commission de la Cedeao, Mohamed Ibn Chambas, qui annulent leur déplacement à Conakry au dernier

moment. Mais c'était compter sans la détermination de certains chefs d'État de la sous-région, notamment le Nigérian Olusegun Obasanjo, le Sénégalais Abdoulaye Wade et le Burkinabè Blaise Compaoré, président en exercice de la Cedeao, qui décident que Babangida sera pour la Guinée ce que fut son compatriote Abdussalami Abubakar pour le Liberia.

L'envoyé spécial débarquera à Conakry à deux reprises au cours du mois de février, le 17 puis le 22. S'il adopte un ton révérencieux en présence de Mohamed Ibn Chambas qui l'accompagne, Babangida s'adresse d'égal à égal à Conté chaque fois qu'ils sont seuls. « C'est

le général qui parle à son homologue. Une armée ne tire pas sur des civils désarmés. Devant l'intransigeance des syndicats, vous n'avez d'autre solution que de discuter. Honorez l'engagement que vous avez pris de nommer un Premier ministre de consensus », lui martèle-t-il, entre autres vérités.

L'émissaire de la Cedeao n'est pas le seul à exercer des pressions sur le chef de l'État guinéen. Son homologue bissau-guinéen, João Bernardo Vieira, l'un des rares de ses pairs que Conté écoute, multiplie les coups de fil. Lié par une sincère et longue amitié à son « grand frère de Conakry », Vieira trouve les mots justes pour lui faire sentir son isolement croissant sur le plan international, ainsi que les risques qu'une aggravation de la situation fait peser sur sa sécurité et sur celle de sa famille.

Ces nombreuses initiatives ne tardent pas à produire leur effet. Le 25 février, Ibrahim Babangida annonce aux responsables du patronat, de la société civile, des centrales syndicales, des partis politiques et des confessions religieuses (réunis à huis clos au Palais du peuple) que Conté est prêt à nommer un Premier ministre sur une liste proposée par les syndicats et la société civile. Et repart vers le palais avec quatre noms. Le même jour, il se rend discrètement à Ouagadougou pour informer Compaoré de l'issue heureuse des pourparlers.

Accablé par la mobilisation exceptionnelle des syndicats, surpris par la détermination des manifestants en dépit des tueries de l'armée, ébranlé par les nombreuses condamnations de la répression par la communauté internationale, Conté, qui voit son régime s'écrouler par pans entiers, se résout à composer. Le 23 février, à sa grande surprise, l'Assemblée nationale rejette, à l'unanimité des 109 députés présents, sa demande de reconduite de l'état de siège qu'il avait décrété le 12 février. Un séisme que nul n'aurait imaginé il y a seulement quelques mois ! Dans ce pays qu'il tient d'une main de fer depuis plus de deux décennies, « Mangou » (« le chef », en langue soussou), comme ses collaborateurs surnomment le chef de l'État,

Babangida : « Une armée ne tire pas sur des civils désarmés. »

accuse le coup asséné par sa propre majorité parlementaire, celle du Parti de l'unité et du progrès (PUP) qui a porté sa candidature aux élections présidentielles de 1993, 1998 et 2003.

Lâché par son appareil politique, Conté se rabat sur l'armée. Le général qu'il fut dans une autre vie se heurte là aussi à une certaine impuissance. Son chef d'état-major, Kerfalla Camara, monte au créneau le 24 février, mais n'obtient pas l'effet escompté. Dans un discours radiotélévisé, il lance un ultimatum aussi surprenant que comminatoire : « Les autorités militaires compétentes décident la reprise du travail dans tous les secteurs – public, privé et mixte – sur toute l'étendue du territoire national, le lundi 26 février. » Réplique immédiate du secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG), Ibrahim Fofana : « La grève est maintenue jusqu'à la satisfaction de la principale revendication : le départ d'Eugène Camara suivi de la nomination d'un nouveau Premier ministre. »

L'armée, que plus personne ne craint, est en outre

en proie à une grogne croissante. Ministre de la Défense depuis la mutinerie des 2 et 3 février 1996, Conté le sait mieux que quiconque. Deux événements achèvent de le convaincre qu'il ne peut continuer à compter sur la troupe pour maintenir l'ordre. D'abord le vol de kalachnikovs et d'autres fusils d'assaut au camp Alpha-Yaya, le 12 février, jour de reprise de la « grève générale et illimitée ». Ensuite la parution d'un tract incendiaire dans lequel des hommes du rang exigent « une revalorisation conséquente des salaires » et menacent de renoncer à les percevoir, le 28 février. Il faut se résoudre à lâcher Eugène Camara.

Béavogui est écarté. Il a soutenu financièrement les syndicats.

Une *short-list* de quatre noms est soumise à Conté. Favori à la fois de la société civile et des centrales syndicales, Mohamed Béavogui est fonctionnaire international, patron de la division Afrique du Fonds international pour le développement agricole (Fida), basé à Rome. Fils d'un diplomate originaire de la Guinée forestière et d'une mère peule, il est le neveu de Diallo Telli, le premier secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine mort le 1^{er} mars 1977 dans les geôles d'Ahmed Sékou Touré. Bien parti pour être nommé, Béavogui est recalé à la dernière minute, dans l'après-midi du 26 février. Motif ? Son nom figure sur une liste (fournie *in extremis* par les services) de personnalités guinéennes ayant cotisé pour soutenir les syndicats.

Un autre fonctionnaire international, Kabinet Komara, cadre à Afreximbank, au Caire, est écarté pour une raison simple : il entretient des rapports exécrables avec Conté. Le chef de l'État l'a dans le collimateur depuis l'époque où il dirigeait l'usine d'alumine de Fria. Ancien ambassadeur, ex-vice gouverneur de la Banque centrale, Saïdou Diallo, aujourd'hui directeur de la Caisse nationale de sécurité sociale, est, lui aussi, refusé. Il est réputé être d'un tempérament trop peu fonceur pour être l'homme de la situation.

C'est le diplomate Lansana Kouyaté, représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Abidjan, qui finit par être nommé, le 26 février. Par défaut, après la mise à l'écart de Béavogui. Cet ancien fonctionnaire de l'Organisation des Nations unies, ex-secrétaire exécutif de la Cedeao, entretient de longue date des rapports solides avec le chef de l'État (voir pp. 20-21). Homme de réseaux, vivement recommandé à Conté, notamment par son homologue ivoirien, Laurent Gbagbo, Kouyaté est arrivé à Conakry dix jours avant sa désignation à bord d'un avion de la flotte présidentielle de Côte d'Ivoire.

Appelé pour consultation par le chef de l'État guinéen le 16 février, bien avant d'être proposé par les syndicats, Kouyaté a été doté dès son arrivée de toutes les attributions de la fonction (garde rapprochée, berline de service, logement...). Mais le décret de sa nomination fut long à être signé, l'heureux élu, comme nombre de ses compatriotes de la diaspora, passant pour un « pion de l'étranger ». Ce qui a fait sérieusement hésiter Conté et ses proches. Et qui, surtout, administre la preuve que le « Premier ministre de consensus », même doté de pouvoirs étendus, n'aura pas en main un chèque en blanc. ■